

MODÈLES ET STRATÉGIES DU DÉVELOPPEMENT : UNE REVUE DE LA LITTÉRATURE

Othmane BENSAHRI¹, Fatima Zohra SOSSI ALAOUI²

¹ *Doctorant-Chercheur, Université IBN TOFAIL, FEG,
Laboratoire de L'Économie et Management des Organisations, Kénitra, Maroc,
othmane.bensahri@uit.ac.ma*

² *Enseignante-Chercheuse, Université IBN TOFAIL, FEG,
Laboratoire de L'Économie et Management des Organisations, Kénitra, Maroc,
fatimazohra.sossialaoui@uit.ac.ma*

Résumé

Le terme "développement" connaît actuellement un regain de popularité en raison des crises mondiales successives, à commencer par la crise financière de 2008, suivie de la crise sanitaire COVID-19, et se terminant par la crise économique mondiale de 2022, provoquée par la guerre russo-ukrainienne.

Cet article descriptif vise à construire une revue littérature des principales modèles et stratégies du développement, en discutant leurs principales apports et limites ainsi que leurs applications suivant le cas de chaque pays en voie de développement.

Mots-clés : développement, modèles de développement, stratégies de développement, pays en voie de développement, crise économique mondiale.

Abstract

The term "development" is currently experiencing a resurgence in popularity due to successive global crises, starting with the financial crisis of 2008, followed by the COVID-19 health crisis, and ending with the global economic crisis of 2022, caused by the Russian-Ukrainian war.

This descriptive article aims to build a literature review of the main development models and strategies, discussing their main contributions and limits as well as their applications according to the case of each developing country.

Keywords : development, development models, development strategies, developing countries, global economic crisis.

INTRODUCTION

L'urgence de ce sujet se justifie par la course actuelle des pays en voie de développement à la poursuite de la performance économique, qui passe d'une focalisation sur la pauvreté et le développement à une focalisation sur l'émergence économique. Celui-ci fait référence aux progrès économiques, socioculturels et technologiques qui se traduisent par une réduction de la pauvreté selon l'économiste Philippe Hugon (MBALOULA, 2011).

En effet, l'échec du modèle de développement des pays en voie de développement d'Afrique du Nord a été démontré par la révolution du printemps arabe : défis économiques et sociaux majeurs, récession, chômage, disparités régionales, déficits budgétaires et déficits courants croissants, inflation élevée et dette publique extérieure importante (HMIDA, 2021). On peut souligner qu'au Maroc, le thème du développement, qui avait disparu à partir des années quatre-vingt (programme d'ajustement structurel), en raison des récessions avec inflation et de la dette extérieure, est revenu au centre d'intérêt depuis les années deux milles, du fait que le pays a réalisé des acquis macroéconomiques importants, bien qu'insuffisants et fragiles. Sans oublier le contexte international, qui est à partir des années quatre-vingts dix, avait fait apparaître la reformulation des stratégies de développement articulé autour de la réalisation des objectifs du millénaire de développement qui est passé par la suite aux objectifs de développement durable. Par ailleurs, au cours des dernières décennies, l'évolution du concept de développement est passée du paradigme économique (basé sur la croissance du PIB) à des paradigmes fondés sur le social, l'humain et le durable. Or, les théories du développement, des plus classiques aux plus récentes, lorsqu'elles tentent d'expliquer pourquoi le développement se produit, finissent par s'intéresser, en réalité, à comprendre comment se produit la croissance économique, sans se soucier de la manière dont s'opère la transposition de la croissance économique, l'expansion du bien-être matériel et social de la société dans son ensemble. Autrement dit, implicitement, ils comprennent que la croissance de l'économie doit naturellement se transformer en développement. Mais la croissance économique, bien qu'étant une condition nécessaire, n'est pas suffisante pour le développement. Il existe une multitude d'études qui montrent des villes dont la prospérité économique a apporté un soi-disant développement, mais aussi des problèmes sociaux, urbains et environnementaux. En effet, la croissance soutenue est un phénomène très récent, qui a commencé il y a deux ou trois siècles pour certains pays, et au cours des dernières décennies pour beaucoup d'autres. Les modèles de développement identifient et expliquent certaines caractéristiques communes de la croissance à mesure que les économies commencent à se développer et à se moderniser (DAS, 2019).

Cet article est descriptif, réalisé à travers une recherche bibliographique de livres et d'articles, nationaux et internationaux, qui traitent des théories du développement, dans une approche qualitative. Il est divisé en trois sections. La première section traite brièvement de ce qu'est le développement, décrivant l'origine et la définition de son concept. La seconde section décrit les modèles du développement. Enfin, dans la dernière section, on traite les stratégies du développement.

D'une part, cet article cherche à construire une revue de littérature des principaux modèles théoriques et des stratégies de développement, en soulignant leurs apports et limites, qui constituent une phase supplémentaire dans la compréhension de ce phénomène. D'autre part, nous espérons utiliser ce modeste travail pour inciter nos chercheurs à ressusciter le débat qui sous-tend la théorie du développement.

I. CONCEPT DU DÉVELOPPEMENT

1.1. Origine du concept :

Durant le 19ème siècle, le concept du développement était lié à celui de la croissance. Mais avec la crise financière de 1929, les deux concepts se séparent, et ainsi le concept du développement fait son émergence grâce à la colonisation des pays pauvres de l'hémisphère sud par les pays capitalistes riches de l'hémisphère du nord, pour faire distinction entre pays développés et autres sous-développés.

En 1952, le mot « Tiers Monde » fais son apparition par Alfred Sauvy pour remplacer celui de « sous-développé », ensuite après l'indépendance de ces pays sous-développés, cette dernière appellation a été remplacé par celle de « en voie de développement » (BENICOURT et Guerrien, 2008).

1.2. Définition du concept :

Le développement est le résultat d'un mélange d'indicateurs économiques quantitatifs et d'indicateurs sociaux, politiques et psychologiques qualitatifs qui modifient considérablement une société. En revanche, la définition donnée au concept «développement» n'est pas forcément la même chez tous les auteurs, tant le terme est polysémique.

En effet, pour l'économiste français F. PERROUX(1966) « le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global »(Perroux, 1966). Au contraire, pour l'économiste Hugon (1989), le développement est un processus qui s'inscrit dans la durée : «

- Caractérisé par la transformation des relations sociales et le changement des modes d'organisation et des systèmes de représentation ;
- Lié à l'affectation du surplus à des fins d'accumulation productive ;
- Conduisant à un accroissement de la productivité et à une diffusion des progrès de productivité, dans un espace donné (région, nation ...) ;
- Trouvant un sens dans des projets de sociétés spécifiques.

Il y a développement économique quand apparaissent des rétroactions amplificatrices permettant de dynamiser et de structurer le milieu. » (HUGON, 1989) .

II. LES MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT

Depuis que les modèles théoriques du développement ont assumé la présence de caractéristiques communes à un groupe de pays tout en appliquant le postulat que le développement n'est pas seulement une question de croissance, l'économie de développement s'est imposée comme un corpus à part.

De ce fait, deux arguments semblent sous-tendre les spécificités de ces théories : la thèse de la détérioration des termes de l'échange des produits primaires, contre les bénéfices de la spécialisation et de l'internationalisme, et la thèse du dualisme, affirmant l'existence d'un marché du travail excédentaire dans les économies des pays en développement. Les choses ont un peu changé depuis que les économistes ont tenté de découvrir des lois pour stimuler la prospérité d'une nation. L'introduction d'une économie Walrasienne « pure » fondée sur l'équilibre général et sa formalisation au tournant du XXe siècle ont grandement contribué à la clarté et à la beauté de la discipline (ASSIDON, 2004).

En fait, l'analyse du développement a été reprise durant les années quarante par des économistes de renommé, élaborant divers modèles théoriques : la croissance et l'état stationnaire, le développement avec une offre illimitée de main-d'œuvre, les modèles d'origine néoclassique, les modèles de croissance néo-keynésiens et les modèles récents de croissance endogène ou de développement inclusif et durable des territoires.

2.1. Le modèle classique : la croissance et l'état stationnaire

Plusieurs études soulignent que la théorie de décollage ou des étapes de croissance fait allusion à la théorie des stades de croissance économique de Walt Rostow de 1969 pour caractériser la progression des sociétés vers le développement économique (OTando et Uzunidis, 2008). Ces étapes sont les suivantes : société stationnaire, réalisation des conditions de décollage, décollage, maturité et consommation de masse.

Cette théorie de la pensée évolutionniste, a été élaborée par Walt Rostow dans les années soixante du siècle dernier. Elle nous renvoie aux étapes de la croissance économique pour marquer l'évolution du développement économique des pays en voie de développement :

- 1ère étape : Rostow la désigne par soc où la société est traditionnelle réunissant les conditions préalables du décollage ;
- 2ème étape : le décollage qui représente le progrès de la maturité (phase de transition) ;
- 3ème étape : la société de la consommation de masse (ASSIDON, 2004).

Briser les cercles vicieux du sous-développement, selon Rostow, exige un effort majeur de la part d'un pays en développement, semblable à un avion qui a besoin de tous ses moteurs pour décoller. Une fois que vous aurez atteint l'altitude de croisière, ou la maturité, il sera plus facile d'atteindre le niveau final, qui est la société de consommation de masse, qui représente le but ultime du progrès.

Ce modèle classique de développement s'explique par le processus suivant :

Une quantité spécifique de travail conduit à un degré spécifique de production. Les salaires correspondent au niveau de subsistance (loi naturelle des salaires). Alors, on obtient un surplus à partir de la différence entre la production et la consommation (montant total des salaires). Les producteurs capitalistes accumulent ce surplus pour l'investissement et l'expansion. Puis, à mesure que le capital technique augmente, la demande de travail croît, ce qui fait que les salaires pour une population donnée dépassent le niveau nécessaire à la subsistance. Il en résulte une augmentation du salaire réel. Selon les classiques, cette amélioration provoque une augmentation de la population, ou une augmentation de l'offre de travail. En conséquence, le marché du travail revient à son équilibre initial et le salaire retombe au niveau de subsistance. Le surplus disparaît, on n'investit plus, l'état stationnaire est atteint. Le progrès technique et le libre échange ne peuvent que retarder cette évolution (Brasseul et de Lisle, 2016).

D'après Brasseul et de Lisle (2016), les limites de ce modèle théorique sont :

- Tout d'abord, les revenus ont augmenté sensiblement au-delà du minimum vital, notamment grâce aux luttes sociales, et ne sont pas restés à ce niveau. La règle d'airain des salaires (Ferdinand Lassalle), qui est l'équivalent socialiste de la loi naturelle des salaires des classiques, a été ignorée depuis longtemps. Malgré cette augmentation rapide des salaires, l'économie n'a pas atteint l'état stationnaire ; au contraire, la croissance depuis le 18ème siècle n'a fait qu'augmenter (1 à 2% par an au 19ème siècle, 3 à 4% au 20ème).

- La sous-estimation par les classiques du progrès technique, qui s'est envolé au XIX^e siècle et qui a compensé les effets de la loi des rendements décroissants, en est évidemment la cause.
- Enfin et surtout, Malthus s'est généralement trompé dans le raisonnement précédent sur un point critique : lorsque les revenus à long terme augmentent au-dessus du niveau de subsistance, les individus font moins d'enfants en dépensant plus. L'idée malthusienne a été infirmée par l'évolution des pays développés et, plus récemment, des pays émergents.

2.2. Le modèle dualiste : le développement avec une offre illimitée de main-d'œuvre

Le concept traditionnel d'accumulation, selon lequel les bénéfices sont le fondement de l'épargne, des investissements et, par la suite, de la croissance, est le point de départ de l'économiste W. Arthur Lewis. Dès lors, le développement ne peut se produire que si la répartition des revenus évolue en faveur des capitalistes. tant dans le secteur privé que dans le secteur public, c'est-à-dire si le pourcentage des profits dans le revenu national par rapport aux salaires augmente (Brasseul et de Lisle, 2016).

Lewis prend alors en compte une économie à deux secteurs qui se compose d'un secteur capitaliste et d'un secteur de subsistance.

En raison du chômage déguisé du secteur de subsistance, cette économie possède un surplus de travail. L'expression "offre de travail illimitée" fait référence à la quantité de travail non qualifié que le secteur capitaliste moderne trouve dans le secteur de subsistance.

Selon Lewis, le développement dans une économie duale consiste en la chute régulière du secteur archaïque et le renforcement du secteur contemporain.

Ce dernier, en raison d'un salaire un peu plus élevé mais toujours faible, va progressivement absorber les employés du secteur de subsistance. L'embauche est prioritaire tant que la production marginale des travailleurs est supérieure au salaire. Les capitalistes investissent leurs gains, ce qui leur permet d'améliorer la productivité marginale, de commencer une nouvelle période d'embauche, et ainsi de suite, jusqu'à ce que le salaire et la productivité marginale soient égaux, et ainsi de suite.

Lorsque le secteur capitaliste a absorbé toute la main-d'œuvre supplémentaire, la modernisation est accomplie. Lorsque la main-d'œuvre est rare, les secteurs moderne et de subsistance voient tous deux leurs revenus et leurs salaires augmenter.

Dans le milieu rural, la réduction des effectifs permet la rationalisation des activités. Les salariés commencent à profiter du développement, mais l'investissement et la croissance ralentissent car la part des bénéfices finit par diminuer.

Le modèle souligne comment l'expansion du secteur capitaliste est liée à l'augmentation de la part des profits dans le revenu national.

Pour Lewis, les pays en voie de développement n'ont pas une épargne faible parce qu'ils sont pauvres, mais parce que leur secteur capitaliste est réduit. La hausse du taux d'investissement permet une croissance rapide.

Lewis ajoute que la politique économique peut être utilisée pour maximiser la croissance. En particulier, il préconise : une politique d'expansion monétaire pour aider à financer les investissements ; de ne pas essayer de contrôler l'inflation ou de fixer les prix industriels afin d'éviter de réduire les profits et, par conséquent, les investissements ; d'empêcher une augmentation prématurée des revenus de subsistance dans le secteur traditionnel (par le biais de subventions, de la politique fiscale et de la gestion des prix agricoles) afin de maintenir l'attrait des salaires plus élevés dans le secteur moderne.

Ce modèle dualiste a fait l'objet de critiques et d'améliorations successifs à la suite du débat intense qui l'a entouré :

Tout d'abord, le "Grand Bond en avant" en Chine en 1958, qui a provoqué une famine dévastatrice en déplaçant la population rurale vers l'industrie, a contredit la possibilité de procéder à des transferts de main-d'œuvre à grande échelle vers le secteur industriel sans diminuer la production agricole.

Deuxièmement, malgré un chômage important, les salaires industriels ne sont pas restés stables, même en termes réels, mais ont au contraire augmenté rapidement. La disparité salariale entre les travailleurs urbains et ruraux s'est accrue (dans le modèle de Lewis, les revenus des travailleurs urbains n'étaient que 30 à 50 % plus élevés ; en réalité, ils étaient 2 à 3 fois plus élevés).

La sous-estimation par Lewis du potentiel d'épargne et d'investissement des travailleurs salariés et des personnes démunies a suscité les critiques de plusieurs auteurs car en Amérique latine par exemple l'essentiel de l'épargne venait des classes moyennes.

Cette approche n'aborde pas la question des débouchés. En effet, l'agriculture doit trouver des débouchés dans l'industrie, et vice versa. Cependant, la productivité et les revenus agricoles vont augmenter, tout comme les salaires dans le secteur moderne, ce qui contredit la préiction fondamentale du modèle et freine peut-être le processus d'accumulation.

Enfin, la critique du modèle par Prebisch pour le tiers-monde soutient que le processus décrit par Lewis est entravé par les relations de pouvoir et le fonctionnement de l'État dans les pays pauvres, ce qui entraîne un gaspillage du surplus (Prebisch, 2016). En effet, celui-ci est accaparé par une élite qui domine l'État, le rendant incapable de jouer la fonction dynamique envisagée par Lewis.

La théorie de la dépendance pourrait éventuellement expliquer cette approche dualiste. Selon les tenants de cette théorie marxiste (Samir Amin, Giovanni Arrighi, Singer, Immanuel Wallerstein, et d'autres) qui l'ont proposée dans les années 1950, le phénomène d'accumulation de richesses dans les pays développés au détriment des pays en développement peut s'expliquer par une exploitation capitaliste excessive de ces pays. En effet, selon l'économiste Egyptien Samir Amin (1972), le sous-développement est désormais considéré comme le résultat du développement capitaliste plutôt que comme un retard de développement (AMIN, 1972). Par conséquent, le sous-développement et le développement peuvent être les deux faces d'une même pièce. D'autres théoriciens parlent de la théorie centre-périphérie, selon laquelle les zones centrales sont alimentées par la périphérie. L'économiste Wallerstein a expliqué l'importance des lieux semi-périphériques dans le système d'accumulation globale. Cette théorie pourrait être utilisée pour expliquer les écarts régionaux ou territoriaux dans n'importe quelle nation. Au-delà des inégalités socio-économiques, l'analyse centre-périphérie utilisée pour examiner les territoires pourrait dévoiler les processus de domination du territoire central (le système de centralisation), qui a manifestement des effets néfastes sur les circonstances socio-économiques de la population. L'une des critiques de cette théorie est qu'elle sous-estime la capacité locale dans les pays en développement car tout est planifié à l'avance et il y a peu de perspectives de développement pour ces pays, selon la théorie de l'addiction. Certains économistes, dont Fernando Henrique Cardoso, ont admis que cette théorie ne tient pas compte des effets de la corruption et du manque de marchés compétitifs dans les pays pauvres.

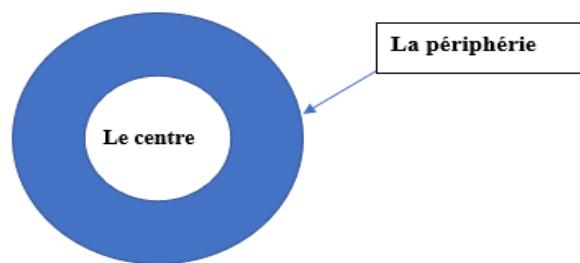


Figure 1: Théorie de la dépendance ou du centre et de la périphérie

Source : (Auteurs, 2022)

III. L'ANALYSE KEYNESIENNE ET LE DEVELOPPEMENT

La Théorie générale de John Maynard Keynes (1936) cherche à expliquer la crise de 1929 en contestant le paradigme classique de détermination du niveau d'emploi, avec son chômage massif de longue durée. Selon Keynes, la faiblesse de la demande locale (consommation, investissement, dépenses publiques et demande extérieure) affecte le niveau du PIB et de l'emploi et est la source de la stagnation et du chômage. Il existe un revenu national d'équilibre compatible avec un énorme sous-emploi, mais le revenu de plein emploi n'est pas obtenu. Par conséquent, il est important de stimuler la demande par le biais des dépenses publiques, des exportations, des investissements et de la redistribution des revenus affectant la consommation, de sorte que le revenu d'équilibre se rapproche du revenu de plein emploi (Brasseur et de Lisle, 2016).

Le modèle keynésien a l'avantage de mettre en avant la fonction de l'épargne et du capital dans le processus de développement économique. Le manque d'équipements, d'infrastructures et d'articles manufacturés de tous types caractérise les pays émergents, expliquant leur sous-développement et la persistance d'un chômage structurel. Selon une étude de l'ONU, "l'accumulation de capital peut être considérée comme le principal mécanisme par lequel tous les autres éléments du développement deviennent concevables." Elle permet d'augmenter la productivité du travail, d'étendre le secteur moderne, et surtout la diffusion du progrès technique et tous les facteurs favorables à la croissance.

Parmi les limites de cette analyse keynésienne : premièrement, il s'agissait d'une théorie spéciale au cas de pays développés embourbés dans un énorme sous-emploi, mais en aucun cas applicable aux pays pauvres ou aux problèmes de développement. En effet, la théorie keynésienne repose sur l'hypothèse de marchés de biens et de facteurs fonctionnels : les entreprises peuvent répondre rapidement à une augmentation de la demande en employant du personnel et en augmentant la production. En raison de l'inélasticité de l'offre, ce n'est pas toujours le cas dans les pays sous-développés. L'augmentation de la production est entravée non pas par un manque de demande, mais par des contraintes structurelles et institutionnelles de la production. Deuxièmement, l'emploi urbain est un exemple spécifique de l'insuffisance de la théorie keynésienne car si une politique de stimulation de la demande visant à créer des emplois dans le secteur moderne, cela va entraîner un afflux de main-d'œuvre en provenance du secteur rural. De même, on remarque que dans les pays à économie dualiste (Afrique, Brésil), il y a beaucoup plus de migrants que d'emplois créés, par exemple, quatre ou cinq pour un emploi, ce qui entraîne une augmentation du chômage urbain plutôt qu'une diminution, ainsi qu'une baisse

de la main-d'œuvre rurale et donc de la productivité agricole. En conséquence, la relance a à la fois réduit la production globale et augmenté le chômage.

Enfin, les aspects monétaires de la théorie keynésienne ne s'appliquent pas plus efficacement aux économies appauvries. En effet, dans les pays en voie de développement où le secteur non monétarisé est important et où les marchés monétaires et financiers sont naissants, une augmentation de la masse monétaire ne se traduit pas par une réduction des taux d'intérêt et une augmentation des investissements. Ainsi, une augmentation de la masse monétaire, selon le modèle keynésien, se traduit par une hausse de la production réelle dans les pays développés et, selon le modèle classique, par une hausse nominale de la production dans les pays en voie de développement suite à la dualité de leur économie.(Brasseul et de Lisle, 2016)

En conclusion, la faible élasticité de l'offre, l'absence de marchés de capitaux et les rigidités structurelles rendent la théorie keynésienne inadaptée aux pays en voie de développement. Cependant, après la seconde guerre mondiale, ces pays ont développé et utilisé des théories néo-keynésiennes centrées sur l'importance du capital technique. Par conséquent, il nous semble que les modèles keynésiens et post-keynésiens sont trop globaux ; ils se positionnent au niveau macroéconomique et ne prennent pas en considération les caractéristiques sectorielles et régionales, qui sont essentielles dans la recherche sur le développement. Ce modèle keynésien est fondé sur la fonction du capital, qui est généralement difficile à évaluer, en particulier dans les pays en développement. Il ne tient pas compte de manière adéquate des autres composantes de la production, telles que la main-d'œuvre qualifiée ou non, en plus du capital technique.

IV. Les analyses néoclassiques

La théorie néoclassique du développement est la théorie dominante en sciences économiques car elle a fixé les méthodologies de la discipline, tout en n'étant qu'un théorie parmi d'autres(ASSIDON, 2004).Ces fondateurs sont Carl Menger (1840-1921), Stanley Jevons (1835-1882) et Léon Walras (1834-1910), appelés aussi les « marginalistes » (parce qu'ils défendent l'idée que la valeur est proportionnelle à l'utilité marginale). En effet, ils ont essayé d'expliquer les phénomènes socioéconomiques à partir des choix prises par les individus dans une société donnée. Ils se basent sur les mathématiques pour la recherche des équilibres économiques.

Ces théoriciens économistes ont proposé des modèles fondés hors de la rationalité et des marchés généralisés (comme les contrats et les règles).

Elles retrouvent ainsi sa prétention à l'universalisme à partir de l'individualisme méthodologique hors du cadre du marché concurrentiel (HUGON, 1989).

Individus, buts, limites et maximisation du bien-être suffisent donc à caractériser la théorie néoclassique. Cela nous oblige à voir l'absence significative de société, ou, plus exactement, le type d'organisation des individus qui la composent (BENICOURT et Guerrien, 2008).

Le tiers-mondisme a été remis en question à partir des années 1980 par une résurrection des analyses libérales, que l'on pourrait décrire comme une contre-révolution néoclassique. La croissance économique, selon ses partisans, est liée au respect des forces du marché et de l'initiative individuelle, à l'ouverture au commerce et à l'investissement international, et à la préservation de la stabilité politique et sociale. Le marché favorise l'efficacité des ressources et incite les acteurs à réguler la production, à innover et à se développer. La liberté individuelle, tant économique que politique, est une vertu nécessaire. Une économie de marché fondée sur la propriété privée des moyens de production complète une structure politique pluraliste et démocratique.

Jacob Viner, Jagdish Bhagwati et Basil Yamey ont été parmi les premiers économistes du développement à réclamer l'indépendance économique des pays sous-développés dans les années 1950. Une plus grande liberté économique est considérée comme une condition nécessaire à une plus grande efficacité et au développement (Brasseul et de Lisle, 2016).

Pour les économistes Harry G. Johnson, Bela Balassa, Deepak Lal, Arnold Harberger, Ian Little, John Toye ou Anne Krueger, les pays en voie de développement n'ont pas besoin d'une aide accrue, d'un nouvel ordre économique international, de politiques antinatalistes, d'une planification, centralisée ou pas, de mesures contre le dualisme, etc, ils ont besoin de plus de laisser faire. Le sous-développement persiste du fait d'une mauvaise allocation des ressources, causée par des prix biaisés et une intervention publique trop envahissante. Il faut donc : Laisser les marchés fonctionner librement, afin de favoriser l'efficacité économique.

En ce qui a trait au commerce extérieur, ce courant favorise la stratégie de l'industrialisation de substitution d'exportation, pour stimuler la croissance. Cette approche est centrée sur le développement d'opérations qui tirent parti de l'avantage comparatif d'un pays, comme une main-d'œuvre et/ou des ressources naturelles bon marché, dans le but d'exporter des produits vers le marché mondial. En conséquence, les exportations non traditionnelles remplacent progressivement les exportations conventionnelles. On voit le succès de cette stratégie de développement dans plusieurs pays émergents, comme la Corée du Sud, qui dispose d'une base de ressources naturelles limitée et a peu utilisé la substitution des exportations ; la réussite de

sa stratégie industrielle nécessitait la maîtrise de l'ensemble du processus d'industrialisation, notamment sur le plan technologique et financier. Le Brésil a repoussé la frontière agricole autour d'une nouvelle spéculation agricole (le soja), qui a joué un rôle moteur dans la substitution des exportations (en baisse de la part du café) (ASSIDON, 2004). Par conséquent, cette stratégie convient mieux aux pays dont le marché intérieur est limité et dont le taux d'extraversion (le rapport entre les exportations et le PIB) est élevé. Les recettes d'exportation doivent permettre un effort d'investissement favorisant l'implantation d'entreprises à plus forte valeur ajoutée dans l'industrie lourde.

L'analyse néoclassique constitue le fondement de l'esprit de l'aide directe qui se matérialise via les programmes d'ajustement du FMI et de la Banque mondiale sous la base du Consensus de Washington. Ce dernier vise à réduire les déficits budgétaires, à contrôler l'émission de monnaie, à dévaluer si les taux de change sont administrativement surévalués, à ramener les prix aux niveaux d'équilibre du marché, etc.

En matière de politique monétaire, cette approche libérale favorise la hausse des taux d'intérêt, trop souvent artificiellement bas dans les pays en voie de développement (Brasseul et de Lisle, 2016).

Enfin, le courant néoclassique s'oppose à une redistribution précoce des revenus, qui ne ferait que ralentir la croissance et accroître la pauvreté ; il se méfie de l'aide internationale et des risques qui lui sont associés ; il se méfie des réformes agraires et des effets négatifs qu'elles ont sur la production à court terme ainsi que sur la confiance et l'incitation à investir par la remise en cause des droits de propriété.

V. LES NOUVELLES THEORIES DE LA CROISSANCE : CROISSANCE ENDOGENE ET CAPITAL HUMAIN

L'hypothèse de la croissance endogène a été extrêmement influente. C'était en opposition avec le concept de croissance économique de Robert Solow des années 1950, selon lequel, sur le long terme, la croissance est exogène, principalement expliquée par le progrès technologique ou les augmentations de productivité produites par les efforts de gestion ou d'organisation. Lucas(1988) et Romer(1986) apportent une contribution significative en démontrant que les taux de croissance à long terme sont le résultat des facteurs humains (compétences et qualifications des individus) et des facteurs de production propres à un pays donné (Lucas Jr, 1988; Romer, 1986). Ils ont ouvert la voie à davantage de recherches sur les facteurs (capital humain comme les connaissances et la qualité de la main-d'œuvre) qui influencent la

croissance dans différents pays (BOURGUIGNON, 2012). Pour (Lucas Jr, 1988), quelle que soit la taille de l'économie, l'augmentation du degré de compétence d'une personne accroît à la fois sa propre efficacité et celle des autres. Selon lui, la disparité de développement économique entre les pays industrialisés et les pays en développement s'explique par le faible niveau de capital humain de ces derniers. Le modèle fondamental de Lucas est construit sur le modèle de Solow, le capital humain servant de facteur de croissance. Un autre modèle de croissance endogène proposé par Nelson et Phelps(1966) stipule que l'éducation augmente le potentiel des individus, d'une part par l'invention, et d'autre part par la simple adaptation aux nouvelles technologies et innovations (Nelson et Phelps, 1966).

En effet, le capital humain « affecte la capacité d'un pays d'innover et de se rattraper par rapport aux autres pays développés »(Mankiw, Romer,et Weil, 1992). Cette capacité d'innover est étroitement liée au stock du capital humain consacré à la recherche et développement. En général, plus un pays investit une grande partie de son capital humain dans la R&D, plus il est susceptible d'inventer, et plus sa production et son taux de croissance sont élevés.

Quant au Barro(1991), il a examiné le cas du rattrapage des pays développés en utilisant le concept de convergence conditionnelle : si l'on suppose que les facteurs humains, institutionnels, démographiques et de politique économique sont constants, on constate que les pays pauvres ont effectivement des croissances sur la base d'autres données empiriques étudiées (Barro, 1991). En réalité, il n'y a pas de convergence absolue, juste une convergence conditionnelle (à condition que les institutions et les politiques soient favorables). Mancur Olson, quant à lui, cherche un terrain d'entente entre les analyses de Romer et de Solow. Les pays à forte croissance ne sont pas ceux attendus par leurs théories : ce ne sont ni les plus pauvres (Solow) ni les plus riches (Romer), mais plutôt les pays intermédiaires du tiers monde. Ces deux approches, selon Olson, négligent un point important : le gaspillage. Ils pensent que tous les pays utilisent leurs ressources de la manière la plus efficace possible, et que leur augmentation suffit à produire de la croissance. Pour les pays appauvris, le problème n'est pas tant qu'ils manquent de ressources, mais plutôt qu'ils les gaspillent (Brasseul et de Lisle, 2016). En fin, pour réduire la pauvreté, on n'a pas besoin uniquement de la croissance mais d'une croissance endogène et « inclusive » qui bénéficie à la population vivant la précarité comme les jeunes et les femmes rurales en vue de leur inclusion. En effet, selon (Sen, 2000), le développement des pays est donc redéfini comme un processus augmentant la capacité des individus à jouir de libertés via leur inclusion économique et sociale. Selon Amartya Sen, l'économie du développement a historiquement favorisé l'accumulation des biens et services

disponibles au détriment des droits et des capacités des individus. C'est l'objectif de la perspective du capital humain et du développement inclusif.

VI. LES STRATÉGIES DU DÉVELOPPEMENT

Dans la littérature sur le développement, le conflit entre les partisans d'une croissance équilibrée et ceux d'une croissance déséquilibrée est toujours un thème récurrent. Contrairement à la croissance déséquilibrée, qui préconise de concentrer les investissements sur quelques industries prioritaires à chaque étape, les partisans de la croissance équilibrée pensent que le montant total à investir devrait être réparti de manière assez égale entre plusieurs secteurs industriels. Par conséquent, la question est de savoir comment optimiser la concentration des investissements. Cette section examine dans quelle mesure ces stratégies fonctionnent ensemble et identifie les circonstances dans chaque pays où l'une ou l'autre semble plus adaptée.

6.1. La théorie de la croissance équilibrée (Balanced Growth)

Selon Solow et Samuelson(1953), la croissance équilibré décrit une situation où la proportion dans laquelle les différents biens sont produits, reste constante et où l'économie change d'échelle mais non de composition ; à l'autre extrême, l'expression est simplement synonyme de plan bien conçu et soigneusement intégré (Solow et Samuelson, 1953).

Les principaux auteurs défendant cette stratégie Nurkse(1966) et Rosenstein-Rodan(1943) mettent en relief les aspects suivants :

– Le rôle de l'infrastructure économique et sociale :

L'infrastructure économique et sociale comprend toutes les équipements collectifs d'un pays - souvent fournies par le gouvernement - qui soutiennent l'activité économique, notamment les bâtiments, l'électricité, l'approvisionnement en eau, de nombreux services publics, les routes, les ponts, les aéroports et les réseaux de communication (téléphone, internet...). Leur mise en œuvre nécessite des investissements colossales et coûteuses qui ne peuvent être divisées, ont une taille minimale élevée et prennent beaucoup de temps à se réaliser. Ces investissements doivent commencer avant ou au moins coïncider avec le début des investissements directement productifs. Le plus grand obstacle au développement dans les pays en voie de développement est l'absence de telles infrastructures. L'infrastructure permet un certain nombre de choses, notamment le développement du commerce, la rupture de l'isolement régional, l'expansion du marché national et l'ouverture de nouveaux débouchés commerciaux.

– **La grande poussée :**

Le développement consécutif de plusieurs industries est nécessaire pour que les infrastructures soient bénéfiques ; sinon, elles seront sous-employées. Il se peut qu'une action de l'État, aidée par un financement extérieur, soit nécessaire pour lancer un tel programme, d'où la nécessité de dépasser le cadre des seuls mécanismes du marché. Selon Rodan, pour qu'un programme de développement ait une chance de réussir, il faut y consacrer un minimum de ressources. Amener un pays à une croissance autonome est comparable au décollage d'un avion. Avant que l'avion puisse décoller, il faut atteindre une certaine vitesse au sol (Nurkse, 1966; Rosenstein-Rodan, 1943).

Cependant, l'industrialisation devra se faire simultanément sur de nombreux fronts afin que chaque nouvelle industrie puisse profiter de la croissance simultanée des autres. Il ne suffira pas de construire quelques usines. Rosenetein et Rodan (1943) soutient que l'établissement de 100 nouvelles entreprises dans diverses secteurs fabriquant des produits similaires entraînerait la création d'un nouveau marché soutenu par une demande complémentaire, dans lequel les producteurs seront les consommateurs les uns des autres (Rosenstein-Rodan, 1943). Selon la loi des débouchés de Jean-Baptiste Say, l'offre générera sa propre demande (G'sell, 2001).

De plus, ce développement simultané fournira des économies externes ou des externalités qui seront avantageuses pour toutes les activités. Il s'agit des gains ou des services qu'une entreprise perçoit grâce à un facteur extérieur ; ce sont les résultats de l'influence d'un agent économique sur les autres. La création d'un complexe touristique, par exemple, aidera plusieurs entreprises et activités d'une région, tandis que l'installation d'un nouveau réseau routier ou téléphonique peut réduire les dépenses d'une entreprise. Les économies externes d'un programme de croissance équilibrée seront réalisées grâce aux infrastructures et à l'expansion d'autres entreprises, ce qui entraînera une diminution générale des coûts et une augmentation des bénéfices qui seront utiles au développement.

La théorie de la croissance équilibrée a plusieurs limites, parmi lesquelles :

- ✓ On a reproché à la théorie de la croissance équilibrée, d'une part de ne pas tenir compte des possibilités offertes par le commerce international ; d'autre part de mettre en relief ses limitations dans le cadre d'une économie fermée.
- ✓ La croissance équilibrée, en revanche, s'oppose à la spécialisation du pays fondée sur les avantages comparatifs, car l'objectif est de développer tous les secteurs.

- ✓ Ses composantes industrialisantes servent à promouvoir le dualisme, car rien n'est prévu pour stimuler la productivité du secteur traditionnel ou pour développer les activités primaires.
- ✓ son risque de dilution des investissements sur un grand nombre de petits projets non viables, inférieurs à la taille optimale, ce qui empêche la réalisation d'économies d'échelle comme le souligne Hirschman (1964), un pays disposant de moyens financiers importants pour mener à bien un programme de croissance équilibrée ne peut être qu'un pays développé (Hirschman, 1964).
- ✓ La croissance équilibrée suppose une élasticité suffisante de l'offre des facteurs de production
- ✓ La croissance équilibrée ne permet pas de bénéficier au maximum des économies externes ; elle ne s'applique pas aux investisseurs d'infrastructure qui doivent rester prioritaires
- ✓ La croissance équilibrée ne permet pas les économies maximales d'échelle ; les couts de production restent plus élevés qu'en croissance déséquilibrée
- ✓ La « croissance équilibrée résout le problème des débouchés pendant la période transitoire, ce qui n'est pas le cas de la croissance déséquilibrée
- ✓ Enfin, la croissance équilibrée comme la croissance déséquilibrée, suppose une planification continue.

En conclusion, pour contrer les tenants de cette théorie, tel Nurkse qui admet que la croissance équilibrée est « un exercice de développement économique avec des ressources illimitées... de capital », l'économiste Henry J. Bruton avait joint les propos de Hirschman(1964) en avançant que l'abondance de capital n'a pas suffi à vaincre le sous-développement (Hirschman, 1964). L'exemple réel qu'il a donné est celui des pays pétrolières peu peuplés, tels l'Arabie saoudite, la Libye et divers petits royaumes ou émirats pétroliers qui n'arrivent pas à l'industrialisation malgré leurs ressources illimitées en devises à l'époque (Brasseur et de Lisle, 2016).

6.2. La théorie de la croissance déséquilibrée (Unbalanced Growth)

L'économiste dont le nom est associé à cette théorie (Hirschman, 1964) considérait la croissance comme une série de déséquilibres qui imprègnent l'ensemble de l'économie. Il affirmait expressément que ces déséquilibres pouvaient conduire à la croissance.

Ils ne doivent pas être choisis au hasard, bien sûr en fonction de leur efficacité prévue. Ils seront "calculés", et la fonction de l'État à cet égard consiste à alterner entre le rôle de moteur et de frein(Lhomme, 1966). En pratique, la théorie de la croissance déséquilibrée semble mieux

refl éter la situation des pays en voie de d éveloppement, dont la croissance entraînera in évit ablement un certain nombre de d éséquilibres.

En effet, l'objectif de Hirschman(1964) : « est d'éveiller, plutôt que d'éliminer, les déséquilibres [...] Si l'économie doit être maintenue en mouvement, la tâche de la politique économique est de conserver les tensions, les disproportions, et les déséquilibres ». Ainsi, c'est un état de déséquilibre qui met en mouvement les forces de changement, l'économie se déplace de déséquilibre en déséquilibre. Les infrastructures économiques et sociales ne doivent pas nécessairement précéder les activités directement productives. Le démarrage de ces dernières révèle des goulets d'étranglement qui conduisent à la nécessité d'investir dans les infrastructures économiques et sociales pour les desserrer. Hirschman, comme Schumpeter (qui est l'un des partisans de la croissance déséquilibrée), souligne le rôle des entrepreneurs qui initient la production avec la stratégie d'industrialisation par substitution aux importations. Cette stratégie repose sur la substitution progressive de la fabrication domestique aux biens de consommation importés sur le marché intérieur. Elle nécessite le protectionnisme, qui permet le développement de nouvelles activités à l'abri de la concurrence étrangère (Hirschman, 1964).

Les politiques de ce mouvement sont basées sur les éléments suivants :

1. L'élargissement du marché intérieur auquel une redistribution du revenu et une réforme agraire doivent contribuer de façon décisive ;
2. La constitution de marchés communs régionaux, notamment entre les économies de petite taille ;
3. La mise en place d'un système de protection par des quotas, des droits de douane et des taux de change multiples qui doivent filtrer les importations en fonction des besoins prioritaires de l'industrialisation ;
4. Des apports financiers de l'extérieur soumis à contrôle (ouverture sélective à l'investissement étranger et mesures tendant à limiter les sorties de bénéfices) ;
5. L'appui au financement de l'investissement (taux bonifiés, politique budgétaire active). »(ASSIDON, 2004).

En ce qui concerne les inconvénients de cette stratégie, il faut souligner qu'en éliminant un surplus de revenus agricoles, elle encourage croissance de toute une industrie non compétitive, ralentissant à la fois la modernisation du secteur primaire et le développement d'autres industries.

Pour remédier à la situation, le gouvernement est tenu de subventionner les activités protégées, ce qui entraîne une augmentation des dépenses publiques, qui sont généralement financées par

des émissions monétaires, ce qui crée une forte inflation. De plus, comme les biens d'équipement sont toujours importés, la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur ne diminue pas et les importations deviennent de plus en plus chères à mesure que l'inflation entraîne une sous-évaluation de la monnaie nationale.

La stratégie d'industrialisation par substitution des importations peut entraîner une série de pénuries (manque de composants, de matières premières et de débouchés), qui peuvent être surmontées par des investissements supplémentaires du gouvernement ou d'autres entreprises. L'économie connaîtra une croissance progressive grâce à ces investissements. De la même manière, les grandes avancées technologiques sont liées à des circonstances gênantes, et la plupart d'entre elles sont en fait des solutions à ces problèmes.

De même, Hirschman(1964) a inventé le concept de liaisons entre industries : il existe des liens en amont, lorsque la croissance d'une activité entraîne des investissements dans les industries qui la fournissent, et des liens en aval, lorsqu'une industrie entraîne l'établissement d'autres industries qui utilisent ses produits. Les effets de liaison les plus importants se développent dans les secteurs intermédiaires comme le textile. Il y en a moins dans les secteurs minier et agricole, ce qui est en faveur de l'industrialisation et contre une spécialisation primaire excessive (Hirschman, 1964).

En fin, il a introduit le concept de croissance déséquilibrée conflictuelle, où le développement est plus lent, et où un secteur progresse, alors qu'un autre régresse, puis l'inverse se produit, et ainsi de suite. Il estime que le processus de croissance conflictuelle est plus conforme à la réalité. En fait, il est difficile d'atteindre les deux objectifs en même temps, car cela impliquerait de mobiliser toutes les ressources disponibles, qui seraient alors détournées des autres objectifs plus importants, ce qui va créer de la tension chez le public. Hirschman et Perroux envisagent donc l'économie en termes de tensions, de distorsions et de déséquilibres, contrairement à une théorie du développement qui est linéaire et équilibrée et qui repose sur le marché auto-organisé. Tous deux soutiennent la théorie des pôles de croissance et celui des effets de liaison, mais ils rejettent le déterminisme (Hugon, 2003). Comme théorie voisine aux effets de liaison, on trouve la stratégie des industries industrialisantes, qu'est fondée sur le modèle soviétique, en essayant de modifier les modes de production existants en soutenant le capitalisme d'État et en se concentrant sur l'industrie lourde. Elle est promue par Baran comme une extension de son analyse du surplus ; il a influencé les décisions industrielles de l'Inde dans les années 1950 ; et elle est reconnue en France comme "industries industrialisantes" en Algérie.

L'articulation recherchée entre agriculture et industrie a emprunté des voies différentes en Inde et en Chine ; avec un point de départ commun, les deux stratégies diffèrent du « Grand bond en avant » chinois (1959-1961) : le slogan « marcher sur les deux jambes » concrétisé par le développement d'unités industrielles de tailles très différentes sur l'ensemble du territoire, même si les résultats sont mixte dans la première phase (ASSIDON, 2004).

En effet, l'industrialisation ou les industries lourdes nécessitent un capital énorme, de biens d'équipement et de procédés de production, ainsi qu'un personnel hautement qualifié, qui n'est pas nécessairement disponible localement. En conséquence, ils augmentent la dépendance vis-à-vis des ressources externes (financières, technologiques et humaines) sans nécessairement créer d'emplois. De plus, parce qu'ils absorbent la majorité des ressources du pays, ils ont un effet d'éviction important sur les autres activités : le développement des biens de consommation et de l'agriculture est sacrifié au profit des entreprises en amont. En outre, le quasi-monopole de ces dernières sur le marché national les empêche de faire jouer la concurrence, ce qui se traduit par des performances médiocres.

Quant à la théorie des pôles de croissance, elle se base sur l'hypothèse montrant la croissance concentrée dans l'espace en termes de localisation spatiale, et aussi en termes de développement. Les pôles agissent comme un mécanisme inducteur de croissance. En effet, la vie économique est le produit du comportement distinctif d'unités économiques qui peuvent jouer un rôle dominant en raison de leur position et de leur taille, plutôt que de l'action d'agents isolés dans un scénario concurrentiel (AYDALOT, 1985).

La polarisation du développement en le cantonnant à une certaine localisation, qui conduit à l'émergence de zones défavorisées autour de ces pôles, est l'une des objections adressées à cette théorie.

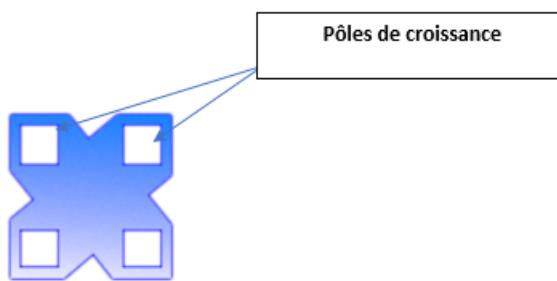


Figure 2 : Théorie des pôles de croissance

Source : (Auteurs, 2022)

En définitive, la croissance déséquilibrée maximise l'incitation à investir ; elle y parvient de trois manières : premièrement, en stimulant les besoins existants et futurs des consommateurs ;

deuxièmement, en encourageant l'innovation ; et troisièmement, en générant la demande de l'industrie. La croissance équilibrée et la croissance déséquilibrée cherchent toutes deux à accroître l'incitation aux investissements afin d'augmenter la rentabilité des entreprises. Chaque théorie aborde cet objectif différemment : la croissance équilibrée le fait en augmentant le pouvoir d'achat, tandis que la croissance déséquilibrée le fait en augmentant les demandes des consommateurs et de l'industrie.

CONCLUSION

Le présent article était l'occasion de contribuer à l'analyse des modèles et stratégies, qui ont caractérisé l'émergence des théories du développement. Nous avons donc réservé toute la première section à la définition développement économique en tant que concept mesurable par des indicateurs quantitatifs et qualitatifs comme la croissance du revenu par habitant, le changement structurel et le processus de dépendance. Dans la deuxième et la troisième section, nous avons analysé respectivement les modèles et les stratégies du développement en discutant leurs apports et limites.

Nous nous sommes basés dans notre travail sur une littérature diversifiée et variée, touchant à plusieurs domaines et disciplines, comme le dit Furtado « la réflexion sur le développement, conduit au rapprochement progressif de la théorie de l'accumulation avec la théorie de la stratification sociale et avec la théorie du pouvoir, constituant ainsi un point de convergence des différentes sciences » (Furtado et Sid-Ahmed, 1989).

En effet, l'opposition entre la théorie de la croissance équilibrée et celle déséquilibrée est moins brutale qu'il n'y paraît (Guillaumont, 1985). L'une ou l'autre de ces stratégies semble plus adaptée selon les cas et les pays. Ainsi une économie déjà plus diversifiée, pourra s'orienter plus facilement vers la stratégie de développement basée sur la croissance équilibrée. Une croissance déséquilibrée se produira dans une économie qui est principalement ouverte sur le monde extérieur et qui accepte la spécialisation internationale. Certains pays peuvent choisir une approche différente pour chaque stade de développement, comme le Brésil, qui a suivi un modèle de croissance équilibrée avec substitution des importations jusqu'en 1968, avant de passer à un modèle de croissance plus ouvert et déséquilibré.

Enfin, les domaines d'application des deux stratégies sont sensiblement différents : la croissance déséquilibrée concerne davantage les relations verticales dans l'industrie (l'infrastructure économique et sociale – les activités directement productives, amont – aval) tandis que la croissance équilibrée traite plutôt de relations horizontales entre différentes industries de biens de consommation.

Dans la pratique, de nombreux pays font aujourd’hui le choix de stratégies d’émergence mêlant ces deux approches : ils misent sur quelques secteurs prioritaires – qu’ils soient des secteurs directement productifs (agriculture, secteur minier, tourisme...) ou des secteurs d’infrastructure économique et sociale (secteur énergétique, des transports, du numérique...) – censés constituer une combinaison optimale de relations verticales et horizontales. Donc il s’avère à nous par la suite la complémentarité des deux types de stratégies.

Aujourd’hui, selon Greenwald et Joseph Stiglitz (lauréat du prix dit Nobel d’économie), les pays en voie de développement auront besoin d’une nouvelle stratégie de développement à plusieurs volets pour remplacer le modèle de croissance basé sur les exportations manufacturières, qui était auparavant le modèle de développement le plus performant. Les politiques industrielles, qui façonnent la direction dans laquelle l’économie évolue, ont traditionnellement été l’une des aspects les plus importantes des stratégies de développement, avec un accent particulier sur le secteur secondaire.

Toutefois, dans une époque d’automatisation croissante des usines, les stratégies de développement doivent élargir leur champ d'action au-delà de l'industrie manufacturière et du secteur secondaire pour inclure l'agriculture et les services.

Toujours, d’après ces deux économistes, chaque pays a une politique de développement sectoriel déterminée par les investissements dans les infrastructures, l’éducation et la politique fiscale et réglementaire [...]. Dans les pays en voie de développement, les politiques de développement sont beaucoup plus au centre de la politique économique. Elles doivent être structurées de manière à gérer, réduire et s'adapter aux perturbations causées par les innovations tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, afin de maximiser les avantages sociaux nets, généralement définis (Korinek et Stiglitz, 2021).

En revanche, ce travail a aussi des limites, notamment le fait qu'il n'aborde pas en détail la stratégie actuel de développement territorial durable inclusif. Dans ce contexte, nous nous permettons de nous ouvrir sur d'autres études et travaux théoriques ciblant ce type de développement.

BIBLIOGRAPHIE

- AMIN, S. (1972). Le modèle théorique d'accumulation et de développement dans le monde contemporain: la problématique de transition. *Revue Tiers Monde*, 703-726.
- ASSIDON, E. (2004). *Les théories économiques du développement*: La découverte.
- AYDALOT, P. (1985). *Economie régionale et urbaine*: Editions Economica.
- Barro, R. J. (1991). Economic growth in a cross section of countries. *The quarterly journal of economics*, 106(2), 407-443.
- BENICOURT, E., & Guerrien, B. (2008). *La théorie économique néoclassique*. Retrieved from
- BOURGUIGNON, F. (2012). Inégalités et croissance : une histoire des idées. Entretien. *Afrique contemporaine*, 244(4), 131-140. doi:10.3917/afco.244.0131
- Brasseul, J., & de Lisle, C. L.-M. (2016). *Economie du développement-4e éd: Les enjeux d'un développement à visage humain*: Armand Colin.
- DAS, S. M. (2019). *ECONOMIC GROWTH AND DEVELOPMENT: A Dynamic Dual Economy Approach*: SPRINGER.
- Furtado, C., & Sid-Ahmed, A. (1989). *Brève introduction au développement: une approche interdisciplinaire*: Publisud.
- G'sell, L. (2001). *Jean-Baptiste Say: loi des débouchés et développement économique*. Paris 1,
- Guillaumont, P. (1985). *Économie du développement (3): Dynamique internationale du développement*: FeniXX.
- Hirschman, A. (1964). la Stratégie du développement économique, les Editions ouvrières. In: Paris.
- HMIDA, K. (2021). Tunisie: Le besoin d'un nouveau Modèle de Développement. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 2(11).
- HUGON, P. (1989). *Economie du développement*: Dalloz.
- Hugon, P. (2003). Le concept d'acteurs du développement chez les pionniers du développement: Albert Otto Hirschman et François Perroux. *Mondes en développement*(4), 9-31.
- Korinek, A., & Stiglitz, J. E. (2021). *Artificial intelligence, globalization, and strategies for economic development*. Retrieved from
- Lhomme, J. (1966). Hirschman (Albert 0.)-Stratégie du développement économique, traduit de l'anglais par Françoise Pons. *Revue économique*, 17(4), 696-697.
- Lucas Jr, R. E. (1988). On the mechanics of economic development. *Journal of monetary economics*, 22(1), 3-42.

- Mankiw, N. G., Romer, D., & Weil, D. N. (1992). A contribution to the empirics of economic growth. *The quarterly journal of economics*, 107(2), 407-437.
- MBALOULA, M. (2011). La problématique de l'émergence économique des pays en voie de développement. *Revue congolaise de gestion*(2), 107-118.
- Nelson, R. R., & Phelps, E. S. (1966). Investment in humans, technological diffusion, and economic growth. *The American economic review*, 56(1/2), 69-75.
- Nurkse, R. (1966). Problems of capital formation in underdeveloped countries.
- OTando, G., & Uzunidis, D. (2008). Le renouveau des théories du développement. Institutions et bonne gouvernance. *Cahier du Lab. RII, document de travail*(177).
- Perroux, F. (1966). Les blocages de la croissance et du développement. *La croissance, le*.
- Prebisch, R. (2016). The economic development of Latin America. *ECLAC Thinking, Selected Texts (1948-1998)*. Santiago: ECLAC, 2016. p. 45-84.
- Romer, P. M. (1986). Increasing returns and long-run growth. *Journal of political economy*, 94(5), 1002-1037.
- Rosenstein-Rodan, P. N. (1943). Problems of industrialisation of eastern and south-eastern Europe. *The economic journal*, 53(210/211), 202-211.
- Sen, A. (2000). *Un nouveau modèle économique: développement, justice, liberté*: Odile jacob.
- Solow, R. M., & Samuelson, P. A. (1953). Balanced growth under constant returns to scale. *Econometrica, Journal of the Econometric Society*, 412-424.